

COMPTE RENDU SOMMAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 4 avril 2017
PROCES VERBAL

L'an deux mille dix-sept et le 4 avril à 18 H, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué en date du 24 et 28 mars, s'est réuni en session ordinaire, en mairie, sous la présidence, Jacqueline PUGET, maire en exercice.

Nombre de membres en exercice :	15
Nombre de membres présents :	13
Nombre de suffrages exprimés :	14

Présents : Jean-Marie BERNARD, Marie-Josée CAYOL, Armelle DAMY, Bernadette LAPEYRE, Alain LAURENS, Guy MICHEL, Jean-Claude MICHEL, Thomas MICHEL, Jean-Marie PRAYER, Christine ROUX, Henri SERRES, Jocelyne SERRES

Absents: Cécilia JOUVE

Absents excusés : Séverine BERSAC a donné pouvoir à Alain LAURENS

Secrétaire de séance : Christine ROUX

Mme le Maire remercie Aurélie Villoin de sa présence et accueille Jocelyne SERRES qui remplace Alain CHAIX qui a remis sa démission de son mandat de conseiller municipal le 14 mars 2017. La commune étant soumise au scrutin de liste en cas de démission d'un conseiller, le suivant de liste devient conseiller municipal.

I. Vote des Budgets Primitifs 2017

La Maire rappelle que la loi NOTRE impose d'annexer aux BP une note de présentation qui a été envoyée aux conseillers en même temps que le document budgétaire.

En préambule, elle expose le contexte dans lequel s'inscrit ce budget primitif et les principales orientations qui ont prévalu.

Les années avec un enneigement limité qui se succèdent ont pour conséquence une baisse des recettes liées au domaine skiable (taxe loi montagne et redevance communale) et des recettes des services communaux dépendant de la neige mais aussi de la taxe de séjour liée à la fréquentation ; alors que les dépenses doivent être maintenues.

Des recettes stagnent notamment les dotations.

La conséquence de ces différents points est un autofinancement disponible qui se réduit malgré des efforts réalisés pour limiter la croissance des dépenses de fonctionnement (charges de gestion courante, personnel, autres charges comme les subventions).

La commune n'a depuis 2012 jamais fait appel à l'emprunt et s'est désendettée. La durée de remboursement de la dette communale sur le budget général est d'environ 7 ans, et si on cumule le budget annexe de l'eau/assainissement/STEP d'environ 10 ans.

I.1 Approbation BP 2017 budget principal

Il est rappelé les résultats du compte administratif 2016 avec un report du résultat de fonctionnement en section de fonctionnement : R 002 : + 1 419 198,92 €

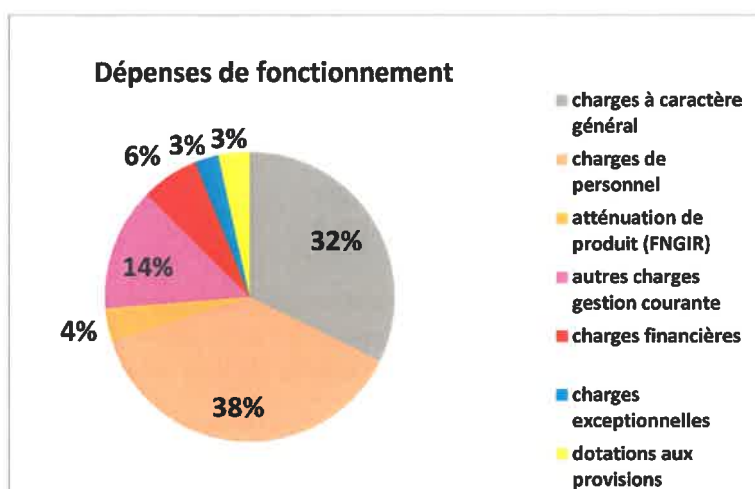
Et un report de l'excédent d'investissement en section d'investissement : R 001 : + 570 043,53 €.

Les restes à réaliser 2016 en section d'investissement sont de : dépenses : 508 707,26 € et Recettes : 254 431,40 €.

Le BP 2017 s'équilibre en section de fonctionnement à : **7 637 698,92 €** et en section d'investissement à : **9 850 180,26 €**.

Section de fonctionnement - dépenses

Charges à caractère général	1 858 000 €
Charges de personnel	2 176 000 €
Atténuation de produit (FNGIR)	209 000 €
Autres charges gestion courante	790 500 €
Charges financières	370 000 €
Charges exceptionnelles	150 000 €
Dotations aux provisions	200 000 €
Dépenses réelles de fonctionnement	5 754 277,17 €
Virement à la section d'investissement	1 868 523,75 €

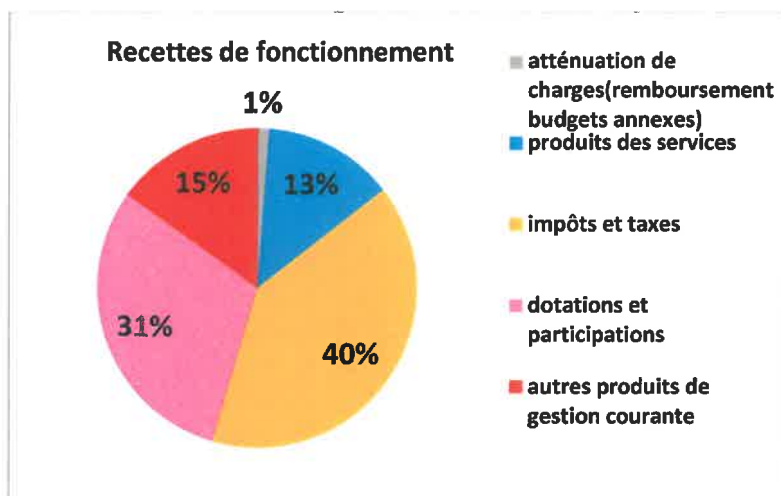


A noter en charges exceptionnelles : la subvention versée pour les cinémas pour 2016 et 2017 ; pas de versement en 2016 car le rapport justificatif n'a pas été rendu à temps pour un mandatement sur 2016 et les dépenses pour l'anniversaire des 50 ans de Superdévoluy.

Dotations : provision de 200 000 € pour le contentieux concernant les Chalets du Soleil à Superdévoluy. Actuellement l'affaire est en appel. En fin d'année 2016, le sursis à exécution a été accepté par le tribunal administratif. Avec cette somme, le total provisionné s'élève à 1 M €.

Section de fonctionnement – recettes

Atténuation de charges(remboursement arrêts maladie)	70 000 €
Produits des services	829 000 €
Impôts et taxes	2 493 000 €
Dotations et participations	1 890 000 €
Autres produits de gestion courante	936 000 €
Recettes réelles de fonctionnement	6 218 500 €



Section d'investissement – dépenses

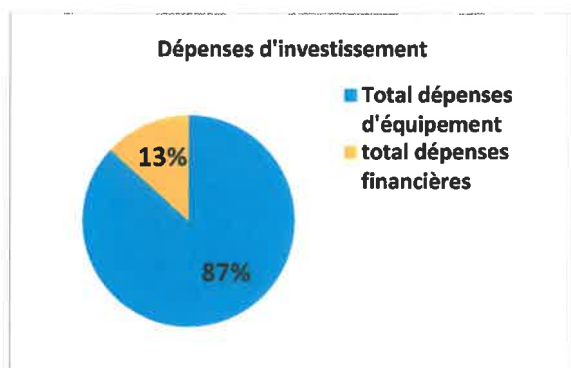
Un tableau est distribué détaillant les projets par opération budgétaire.

Opération 20	Acquisition de matériel (programmes Véhicules et informatique)	150 000 €
Opération 25	Travaux sur réseaux	201 429 €
Opération 27	Voirie communale	168 000 €
Opération 28	Chemins ruraux	78 000 €
Opération 32	Aménagement La Joue du Loup	893 000 €
Opération 33	Aménagement Superdévoluy	520 000 €
Opération 35	Aménagement villages et hameaux	195 080 €
Opération 40	Bâtiments communaux	474 502 €
Opération 41	Cabanes pastorales	25 920 €
Opération 43	Eglises et Mère Eglise	147 000 €
Opération 46	Centre de bien-être	4 840 739 €
Opération 49	Signalétique	127 000 €
Opération 50	VTT	12 000 €
Opération 51	Activités pleine nature	133 329 €
Opération 55	Domaine nordique	12 000 €
Opération 57	Aménagements stations	222 000 €
ONA	Opération non affecté	9 600 €
Total dépenses d'équipement		8 213 799 €

Alain Laurens : les villages sont les oubliés de ce programme d'investissement. Il était prévu qu'on ferait le tour des villages et qu'on relancerait la rénovation des fours, fontaines etc.... Il souhaiterait que soit repris le projet de rénovation du four d'Agnières.

Henri Serres : souhaite que la fuite de la fontaine des Garcins soit réparée. Le service technique est venu trois fois et il conviendrait d'intervenir définitivement.

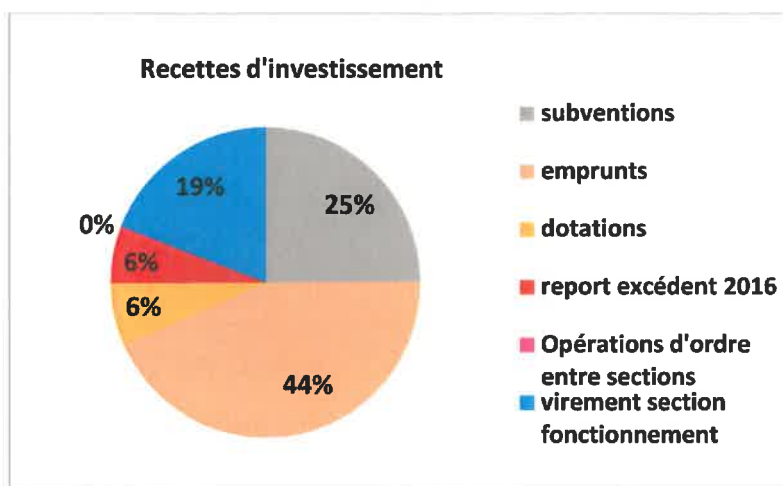
1 641	Remboursement capital de la dette	980 000 €
266	Participations	270 000 €
		1 250 000 €



Au chapitre 266 participations le capital que la commune va apporter pour la création de la SPL.

Section d'investissement – recettes

Subventions	2 452 684,98 €
Emprunts	4 300 000,00 €
Dotations, fond divers et réserves	644 030,00 €
Report excédent 2016	570 043,53 €
Opérations d'ordre entre sections	18 061,00 €
Virement section fonctionnement	1 865 360,75 €
Total	9 850 180,26 €



Emprunt auprès de la banque Postale pour les investissements 2017.

Le Maire expose que pour mener à bien le programme d'investissements inscrits et sur les recommandations du conseiller financier de la commune, une consultation a été faite pour contracter un emprunt de 1 000 000 €. Les taux sont encore bas et il est proposé d'en profiter d'autant plus que la situation financière de la commune est bonne.

La Banque postale fait une proposition d'un prêt 10 ans à 1,18 % avec une annuité de 106 163 € ou 7 ans à 0,87 % pour une annuité de 147 404 € mais un coût global de 34 000 €.

Thomas Michel : s'interroge sur les taux très bas par rapport à ceux proposés pour l'emprunt centre de bien-être.

Alain Laurens : ne voit pas l'intérêt d'emprunter 1 M €

Jacqueline Puget : si on veut faire quelque chose cette année, il n'y a pas vraiment le choix d'autant plus que dans les années futures la situation ne sera plus aussi favorable pour emprunter

Jean-Marie Bernard : Sur 2018 et 2019, on va se désendetter d'environ 900 000 € par an.

Le conseil à 1 abstention et 13 voix pour, approuve la réalisation de cet emprunt auprès de la Banque postale.

2. Vote des taux des 3 taxes locales

Le Maire souhaite revenir sur la fiscalité avant de procéder au vote concernant l'approbation du BP 2017. Ce BP prévoit l'augmentation des 3 taxes locales.

La fiscalité est profondément modifiée cette année avec le changement de régime fiscal de la Communauté de communes Buëch Dévoluy qui passe en Fiscalité Professionnelle Unique, les communes « perdent » la fiscalité liée aux entreprises et les différentes compensations versées par l'Etat depuis les réformes successives de la Taxe professionnelle. La CCBD va percevoir tous ces montants et doit reverser aux communes une attribution de compensation fixée en fonction du montant 2016. Ce montant est figé dans le temps (sauf accord local entre la CCBD et les communes).

La commune ne peut désormais agir que sur les taux des taxes pesant sur les « ménages » : la taxe d'habitation, le Foncier bâti, le foncier non bâti.

A noter que le changement de fiscalité de la CCBD a aussi une conséquence sur la taxe d'habitation : lors de la réforme qui a supprimé la part départementale de la TH, cette part avait été rétrocédée aux communes. Cette part doit désormais revenir à la communauté de communes. Le taux de taxe d'habitation communale était de 17,90 % en 2016 dont 12,48 « part commune » et 5,42 « ex part département ». Le produit perçu sera également compensé par un reversement de la CCBD.

L'attribution de compensation qui devrait être versée par la CCBD au Dévoluy a été évaluée à environ 645000 €.

En ce qui concerne les taux du Dévoluy, il est proposé d'augmenter la recette fiscale d'environ 80 000 €. Cela représente une augmentation des taux de 4,3 %. La hausse des taux est identique sur les 3 impôts habitation, foncier et non bâti.

Proposition de nouveaux taux :

	TH	TFB	TFNB
2016	12,48 % (17,9-5.42)	16 %	81,25 %
2017	13,02 %	16,69 %	84,74 %

A titre d'exemple :

Taxe sur le foncier bâti : une personne avec une maison ayant une valeur locative de 2342 a payé en 2016 : 374 € et payerait 390 € en 2017.

Taxe d'habitation : si on enlève la part ex-département de 5,42 % rétrocédée à la CCBD, une personne ayant une base nette d'imposition (valeur locative diminuée des différents abattements : général à la base et obligatoires liés aux personnes à charge) de 2052 a payé en part communale de TH en 2016, 256 €. Elle payerait en 2017 : 267 €.

Une autre avec une base nette d'imposition de 4958 payait en 2016 : 618 € et payerait en 2017 : 645 €.

Alain Laurens : pas d'accord pour seulement 80 000 € d'augmentation du produit.

Jacqueline Puget : la population demande de plus en plus de services et le seul levier pour augmenter les recettes est la fiscalité

Thomas Michel : rejoint Alain. Ces dernières années, il y a eu l'augmentation de la redevance ordures ménagères, et à coup de 15 € par ci, 15 € par là ça commence à faire beaucoup. On tape sur la population et quand il voit combien se revendent les chalets du Village bois par rapport à ce que la commune les a vendus, il le vit mal même s'il est conscient qu'avec le contentieux Chalets du Soleil et l'obligation de constituer des provisions on n'avait pas le choix.

Alain Laurens : sur ce point beaucoup de personnes font la remarque qu'au final on aura perdu 500 à 600 000 € par rapport à ce qu'on aurait encaissé en les vendant un par un.

Jaqueline Puget : il nous fallait cet argent et vite. Rappelle qu'il a fallu le « consigner » en prévision de la décision du TA ; cela ne lui a pas fait plaisir et continue à ne pas lui faire plaisir d'autant plus que c'est elle qui a dû faire face à la situation et gérer les remarques des habitants d'Agnières.

Le conseil municipal à 3 contre, 1 abstention et 10 pour approuve les taux proposés.

Le maire revient sur le BP et le met au vote.

Le conseil municipal à 2 abstentions et 12 voix pour approuve le BP 2017 budget principal.

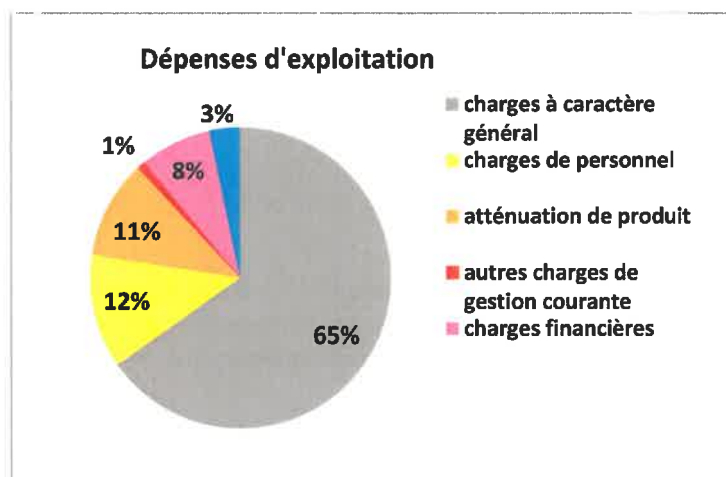
Mme Villoin : pas inquiète sur la situation de la commune et sur sa capacité à faire face au nouvel emprunt au vu des excédents dégagés.

Alain Laurens explique son vote en précisant qu'il aurait voulu participer à l'élaboration du BP. Le maire rappelle que son bureau est toujours ouvert à tous les conseillers pour les explications sur le BP avant le conseil.

1.2 Approbation du BP 2017 budget annexe Eau/assainissement/STEP

Section d'exploitation - Dépenses

Charges à caractère général	799 200 €
Charges de personnel	150 000 €
Atténuation de produit	130 000 €
Autres charges de gestion courante	11 000 €
Charges financières	95 000 €
Charges exceptionnelles	40 000 €
Virement section investissement	11 810 €
Total	1 370 010 €



Section d'exploitation – recettes

Vente d'eau / Redevance assainissement	988 000 €
Autres produits de gestion courante	25 000 €
Produits exceptionnels	3 000 €
Total recettes gestion services	1 016 000 €

Section d'investissement – dépenses

Dépenses	Montant
Frais d'études	92 139,78 €
Travaux réseaux eau et assainissement	604 819,81 €
Emprunts (capital)	141 000,00 €
Total dépenses réelles	837 959,59 €

Section d'investissement – recettes

Recettes	Montant
Subventions	260 800,42 €
Report fonctionnement 2016	478 937,05 €
Virement de la section d'exploitation	11 810,00 €
Total recettes réelles	751 547,47 €

Le conseil municipal à l'unanimité approuve le BP 2017 du budget annexe Eau/assainissement/STEP

1.3. Approbation du budget annexe les Lapiaz

Résultat de fonctionnement reporté de 2016 (002) : + 183 120,47 €

Résultat d'investissement reporté de 2016 (001) : - 183 120,47 €

Inscription vente d'un terrain à 130 000 € et de frais divers pour 10 000 €

Le reste des écritures sont des variations de stocks et des constatations de stocks

Le conseil à l'unanimité approuve le BP 2017 du budget annexe Lotissement Les Lapiaz

3. Attribution des subventions aux associations.

Les associations ont déposé des dossiers de demande de subvention de fonctionnement. Le Maire expose que le montant global de l'enveloppe a été augmenté par rapport à 2016 car il y a de nouvelles associations et qu'au vu des résultats sportifs des jeunes avec qui une convention de partenariat avait été signée en 2016, elle souhaiterait augmenter la subvention versée par la commune.

Thomas Michel : il faut féliciter les jeunes car ce qu'ils ont fait cette année, Cyprien, Vincent et Loan est énorme.

Jacqueline Puget : Cyprien et Vincent ont joué le jeu au maximum. On a vu le logo du Dévoluy partout sur les casques, bonnet etc...

Thomas Michel : l'ESF va également augmenter sa participation. Il va aussi proposer un financement participatif permettant aux privés de financer les jeunes car si Cyprien avec ses résultats va avoir des sponsors, les deux autres plus jeunes ont besoin de notre aide pour continuer dans leur lancée.

Le Conseil municipal à l'unanimité, **ATTRIBUE** les subventions suivantes :

Associations	Montant attribué
Amis de Mère Eglise	4000
Judo Club Dévoluy	6500
Génération Mouvement	5000
L'Amicale Autour des Enfants	2200
Dévoluy Pétanque	4000
Comité des fêtes de St Etienne	10000
Ski club Dévoluy	16500
Couleurs Dévoluy	3600
Les Davalaires	8000

Maîtres chiens d'Avalanche des Hautes-Alpes	110
Dévoluy Rallye Team	10000
Déniv'oluy	3000
Dissy Danse et D'ailleurs	1500
Club Alpin Français Buech Dévoluy (Grande Trace en 2017)	2700
La Croisée des Drailles	2000
Les D'jantés	2000
Village des jeunes (chantier Mère Eglise)	3000
US Veynes/Serres football	200
Association des commerçants de Superdévoluy	2000
Association des commerçants de La Joue du Loup	2000

4. Fronts de neige – demande de subvention 1^{ère} tranche

La commune a mené durant l'année 2016 une étude de réaménagement des fronts de neige de Superdévoluy et La Joue du Loup. Un programme de travaux concernant essentiellement les remontées mécaniques et les activités d'hiver a été défini et fait l'objet d'une discussion avec Dévoluy Ski développement.

Préalablement à ces travaux, il est du ressort de la commune de conduire des travaux relatifs à la circulation piétonne, le drainage, l'éclairage public... Côté La Joue du Loup, ces travaux sont assez conséquents et demande une étude complémentaire qui sera menée cette année pour que les travaux soient réalisés en même temps que les travaux relevant des remontées mécaniques. Côté Superdévoluy, les travaux relevant de la commune concerne la zone devant les Issards et celle entre la Maison d'accueil, le front de neige et le jardin des neiges qui n'avait pas été traitée il y a quelques années par l'ancienne commune de St Etienne. Ces travaux sont également prévus cette année préalablement aux travaux de réaménagement relevant de DSD.

Le programme de ces travaux a été défini par le bureau d'étude AEV pour un coût total de 99780 €. La maîtrise d'œuvre s'élève à 7500 € environ. Le budget prévisionnel de cette opération est de 107500 €. L'opération relative au réaménagement des fronts de neige est inscrite dans le plan d'action du contrat Station de Demain. Cette première tranche peut bénéficier d'une subvention régionale de 50%.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité, **APPROUVE** le projet présenté, **SOLLICITE** une subvention de la Région au titre du contrat Station de demain – SmartMountain selon le plan de financement suivant : Région 50 % soit 53 750 € ; Autofinancement 50 % soit 53 750 €.

5. Amende de police – demande de subvention

La commune a la possibilité de bénéficier de subventions au titre des amendes de police pour mener des actions améliorant la sécurité. Le projet proposé prévoit de réaliser des cheminements piétonniers à Superdévoluy devant Les toits du Dévoluy et Les Chaumettes puis en redescendant vers la maison d'accueil. Le coût des travaux a été estimé à 116 017,50 €. La maîtrise d'œuvre s'élève à 8350 €. Le coût prévisionnel d'opération est de 125000 € pour lequel est sollicité 50 000 €.

Le Conseil municipal, à l'unanimité **APPROUVE** les travaux proposés et **SOLLICITE** une subvention du Conseil Départemental au titre des amendes de police selon le plan de financement suivant :
Département 50 000 € ; Autofinancement 75 000 €

6. Approbation du rapport de la CLECT

Mme le Maire informe les conseillers des conséquences du transfert de la compétence économique à l'EPCI. La CLECT constituée en début d'année par la CCBD a travaillé sur le transfert des zones d'activités de La Roche des Arnauds, de Veynes, de Montmaur et d'Aspres sur Buëch. Les charges transférées ont fait l'objet d'une évaluation par les membres de la CLECT. Ces sommes seront retranchées de

l'attribution de compensation reversée aux communes. Au total les charges transférées s'élèvent à 13 138,08 €. Le rapport a été adopté à l'unanimité par la CLECT réunie le 2 mars 2017.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, APPROUVE le rapport de la CLECT relatif aux charges nettes des ZAE transférées à la Communauté de Communes Buëch Dévoluy.

7. Pouvoir de police

Il s'agit d'un pouvoir propre du maire ne relevant pas du conseil mais le Maire souhaite donner une information. Tout transfert de compétences (collecte des Ordures ménagères, assainissement, aire pour les gens du voyage, voirie...) s'accompagne automatiquement du transfert de pouvoir de police administrative afférent au domaine de compétence, du maire au président de l'EPCI. Sauf si le maire s'y oppose dans les 6 mois suivant l'élection du Président ou le transfert de la compétence.

Mme le maire informe qu'elle a pris un arrêté s'opposant au transfert automatique des pouvoirs de police au président de la CCBD pour les domaines de compétences transférés : collecte des ordures ménagères, assainissement non collectif, aires pour les gens du voyage, sécurité en matière d'habitat insalubre.

8. Approbation de l'assiette de coupe des bois pour 2018

A la demande de l'ONF, il convient d'approuver les coupes qui auront lieu en 2018. L'ONF propose deux coupes : l'une sur St Disdier sur 3 parcelles pour un volume estimé de 1743 m3 et l'autre sur St Etienne pour 549 m3.

Le conseil approuve cette proposition à l'unanimité.

9. Charte de soutien à l'activité économique de proximité

La Chambre des métiers et de l'artisanat propose aux communes une charte de soutien visant à montrer l'engagement pour le maintien d'un artisanat de proximité.

Par cette charte, la commune reconnaît le caractère indispensable du service de proximité proposé par les artisans et leur rôle central dans l'animation de la vie économique locale. Elle s'engage à faciliter la promotion auprès du consommateur des savoir-faire locaux artisanaux et relayera sur ses supports de communication la campagne « consommez local, consommez artisanal »

La commune s'engage à maintenir et renforcer l'activité artisanale en plaidant pour la maîtrise du coût du foncier, l'implantation d'activités artisanales dans les zones résidentielles, et le développement des activités artisanales à l'occasion d'aménagements urbains et modifications liées à la réglementation.

Elle s'engage à favoriser le renouvellement des entreprises artisanales en encourageant la reprise en partenariat avec la Chambre régionale des métiers dont elle soutiendra la politique.

Le conseil Municipal à l'unanimité, autorise le Maire à signer cette charte.

10. Lotissement Les Lapiaz – vente du lot 12

Un compromis de vente a été signé en février pour un lot du lotissement les lapiaz à un prix de 130 000 €. L'acheteur a déposé un permis de construire qui va lui être accordé prochainement. Les clauses suspensives à la signature de l'acte définitif (délivrance du permis, obtention d'un emprunt) vont être levées, et l'acheteur la société MARELO, représentée par M. DUHEM, souhaite que la vente soit entérinée au plus vite.

Le conseil municipal à l'unanimité, APPROUVE la vente du lot n°12 du lotissement Les Lapiaz (parcelle I 1228 lieu-dit Les Vallonnettes) d'une contenance de 7a41ca à la société MARELO (Route de Bagnols 30200 VENEJAN Siren 44807973 | RCS de NIMES) représentée par M. DUHEM ; FIXE le prix de vente à 130 000 € ; AUTORISE Mme le Maire à signer l'acte de vente

I 1. Rénovation des terrains de baskets de Superdévoluy – demande de subvention

En 2016, deux terrains particulièrement endommagés ont été rénovés. Le projet est de rénover les 6 autres terrains. Les travaux consisteront en :

- le ponçage du revêtement ;
- le nettoyage du support ;
- le traitement des fissures ;
- la résine synthétique ;
- les tracés de ligne de jeux réglementaires et logos.

Le coût prévisionnel est de 84 650 €. La subvention demandée au CNDS est de 16 930 € soit 20 %.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, APPROUVE le projet présenté ; SOLLICITE une subvention du CNDS selon le plan de financement suivant : CNDS 30 % soit 16 930 € Auto-financement 70 % soit 67 720 € ; AUTORISE Mme le Maire à engager toutes démarches relatives la réalisation de ce projet.

Thomas Michel : est-ce que l'on est arrivé à ce que TBA participe financièrement l'été.

Oui, ils payent depuis l'été dernier 1€ par enfant et par jour pour accéder au centre sportif (environ 6 000 €)

I 2. Convention de mise à disposition du domaine public avec le SYME 05 pour les bornes de recharge des véhicules électriques à Superdévoluy

Une borne a été installée par le SyME 05 à Superdévoluy sur une parcelle communale. Le Syndicat propose une convention de mise à disposition du domaine public d'une durée de 20 ans (pour permettre l'amortissement des investissements réalisés par le SyME). Cette occupation est exonérée de redevance (loi du 4/08/2014 qui exonère de redevance les opérateurs dont le projet est de créer, entretenir un réseau d'infrastructures nécessaires à la recharge de véhicules électriques ou hybrides).

Alain Laurens : une borne a été installée à Super et prochainement une autre sera installée à La Joue comme dans tout le département. Environ 25km entre chaque borne. Ces bornes permettent de recharger un véhicule en 1/2h, les véhicules en montage ayant une autonomie de 50km environ.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, APPROUVE la convention proposée ; AUTORISE Mme le Maire à signer ladite convention

Questions diverses

Jacqueline Puget :

- La commune a reçu l'arrêté d'attribution de la deuxième tranche de DETR pour le **centre de bien être** : 350 000 €.
- La société Quadran a informé que le projet **d'ombrières photovoltaïques** à Superdévoluy a été retenu lors de l'appel à propositions lancé par l'Etat. M. Rosseti a précisé que c'était exceptionnel car l'Etat a donné très peu de contrats. Ils font don à la commune des panneaux qu'ils avaient installés sur le parking des Issards cet hiver pour faire un test en situation réelle. La construction devrait avoir lieu en 2019 le temps de mener à bien toutes les démarches notamment pour le raccordement au réseau.
- Via souterrata : un marché a été organisé et les travaux auront lieu ce printemps

Espace muséographique :

Le projet d'espace muséographique a fait l'objet d'une demande de subvention déposée auprès de l'Europe (FEDER), de la Région et du Département. Il ne fera pas l'objet d'une instruction cette année comme prévu initialement. Il est proposé de scinder le projet et de solliciter une aide financière de la Région et du département portant sur les études APS et APD qui sont d'un montant de 56 844 €.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, APPROUVE la proposition ; SOLLICITE les aides financières selon le plan de financement suivant : Région : 28 422 €, Département : 17 053 €, Autofinancement : 11 369 €

Thomas Michel : **Bases de loisirs** : a rencontré Jérôme Vallon qui serait intéressé pour gérer la totalité de la base de loisirs de Super et de La Joue via un contrat de délégation. Souhaite connaître la position de la collectivité en la matière. Il serait prêt à investir.

Bernadette Lapeyre : assez d'accord mais il ne faut que cela devienne trop onéreux pour les clients sachant que la clientèle « Été » est peu fortunée.

Jean-Claude Michel : il faut voir ce qu'il veut faire exactement.

Armelle Damy : il faut prendre en compte le fait qu'il y a déjà des privés installés sur ces bases et que les nombreuses activités gratuites permettaient un bon complément avec les activités payantes existant dans la base et aux alentours.

Jean-Marie Bernard : réfléchir à ce qu'on mettrait dans le cahier des charges.

Jacqueline Puget : à voir ; il ne faut pas avoir à verser une nouvelle subvention d'équilibre. Est-il toujours intéressé pour reprendre l'accrobranche de la Joue.

Thomas Michel : en cours de discussion. Problème de revente du fonds de commerce avec la convention proposée.

Jacqueline Puget : s'ils ne signent pas la nouvelle convention, ils devront tout démonter car actuellement plus aucune convention de mise à disposition du terrain.

- **Election Présidentielle :**

Jacqueline Puget rappelle qu'il n'y aura plus qu'un bureau de vote à la Joue du Loup et qu'il sera ouvert de 8H à 19H.

Constitution du tableau : Jacqueline Puget, Présidente

Premier Tour

8H/12H Jacqueline Puget Marie-Jo Cayol Christine Roux	12H/16H Jean-Claude Michel Guy Michel Cécilia Jouve	16H/19H Jacqueline Puget Thomas Michel Alain Laurens Bernadette Lapeyre
--	--	---

Deuxième Tour (nécessité de compléter)

8H/12H Jacqueline Puget Jocelyne Serres Armelle Damy	12H/16H Jacqueline Puget Henri Serres	16H/19H Jacqueline Puget Bernadette Lapeyre
--	--	--

- **Problème de circulation à la Combe** : le Département a envoyé un courrier informant de la mise en place d'une interdiction totale de circulation des poids lourds sauf desserte locale avec déviation par Giers/le Courtil avec une limitation à 19T au lieu de 26T. ils prendront également contact avec certains opérateurs pour mettre à jour les GPS.

La séance est levée à 20 H.



